ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 22 mars 1972, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de la Convention Benelux en matière d'armes et de munitions, et de l'annexe, signées à Bruxelles le 9 décembre 1970", a donné le 3 mai 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e maart 1972 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van de Benelux-Overeenkomst inzake wapens en munitie, en van de bijlage, ondertekend te Brussel op 9 december 1970", heeft de 3e mei 1972 het volgend advies gegeven :

Le projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de procurer l'assentiment du législateur à la Convention Benelux en matière d'armes et de munitions, signée à Bruxelles le 9 décembre 1970.

Par cette Convention, les Parties contractantes s'engagent à adapter leur législation interne en matière d'armes et de munitions aux dispositions de celle-ci et de son annexe, cette dernière composant les "dispositions communes" qui devront être transposées dans les législations nationales.

L'assentiment qui sera donné à la Convention et l'entrée en vigueur de celle-ci après qu'elle aura été ratifiée par les Etats contractants imposeront donc au législateur l'obligation de modifier la loi du 3 janvier 1933, qui régit actuellement la matière, ou de la remplacer, dans la mesure où ses dispositions ne sont pas en harmonie avec celles de la Convention et de son annexe.

Cela pourra être réalisé d'autant plus facilement que les Chambres législatives sont actuellement saisies d'un projet de loi remplaçant la loi du 3 janvier 1933 (Doc.Chambre 1969-1970, 635, n° 1, relevé de la caducité par la loi du 3 mars 1972).

Mais, ainsi qu'il ressort de la note annexée au présent avis, ce projet, dans son état actuel, n'est pas non plus en harmonie avec la Convention et son annexe.

Pour éviter que les obligations que la Belgique assumera en vertu de la Convention du 9 décembre 1970 ne soient imparfaitement remplies, il se recommanderait que le projet n° 635 précité soit examiné en même temps que celui qui fait l'objet du présent avis et qu'y soient apportées les modifications qui s'imposent.

.../...

Note relative aux concordances et divergences existant entre le projet de loi sur les armes et munitions (Doc. Chambre session 1969-1970, 635) et les dispositions communes annexées à la Convention Benelux en matière d'armes et de munitions, faite à Bruxelles le 9 décembre 1970.

I. Observations générales.

A. La Convention Benelux classe les armes en trois catégories, et c'est sur cette base que ses différentes dispositions sont établies.

Le projet de loi 635 s'était refusé à élaborer des catégories, rompant par là avec la législation qui est toujours actuellement en vigueur (loi du 3 janvier 1933).

B. Le projet de loi opère une distinction fondamentale entre "les activités économiques relatives aux armes et munitions" et "l'acquisition, la cession, la détention, le transport d'armes et de munitions et le port d'armes par des particuliers".

Plutôt que de partir de la qualité de "commerçant" ou de particulier pour établir un régime d'agrément et d'autorisation, la Convention Benelux reprend chacune des activités possibles en la matière (fabrication, transformation

.../...

et réparation; entrée, sortie, acquisition et cession; détention, dépôt et transport; port) et les règlemente en tenant compte, s'il échet, de la qualité de celui qui exerce ces activités.

La "summa divisio" n'est donc plus fondée sur la qualité du titulaire des diverses activités, mais bien sur le type d'activité envisagée.

II. Tableau des concordances et des divergences existant entre les dispositions communes annexées à la Convention Benelux et le projet de loi 635.

CONVENTION BENELUX (dispositions communes annexées à la -)	PROJET DE LOI 635
Article 1er.	
- Catégorie I	
- 1° et 2°	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 4°
- 3°	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 5° et 6°
	- le projet ajoute : "inflammables"
	- la Convention Benelux place les revolvers et pistolets destinés à tirer des cartouches à substance inhibitive dans la catégorie II
	- le projet parle "d'atteinte à l'intégrité physique des personnes", alors que la Convention Benelux emploie l'expression "porte atteinte aux personnes"
- 4°	- art. 1, § 3
	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 7°
	- le projet ajoute : "inflammables"

.../...

CONVENTION BENELUX (dispositions communes annexées à la -)	PROJET DE LOI 635
Article 1er. (suite)	
	- la Convention Benelux place les munitions pour les revolvers et pistolets destinés à tirer des cartouches à substance inhibitive dans la catégorie II.
- 5°	- art. 1, § 2, 1°
	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 6° "par explosion"
- 6°	- art. 1, § 2, 2°
	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 2°
- 7° 1) 2)	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 2° --
- 8°	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 3°
- 9°	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 1°
- Catégorie II	
- 1°	- art. 1, § 2, 1° (pro partim)
	- art. 1, § 3
- 2°	- --
- 3°	- art. 1, § 2, 1° (pro partim)
- 4°	- pour les seuls couteaux à lancer; art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 2°
- 5°	- art. 3, § 1, 2°, pour les couteaux de chasse (à cran d'arrêt)(divergence)
- 6°	- art. 1, § 2, 4°, et art. 3, § 1, 3°
- Catégorie III	- art. 1, § 2, 1°

Observations particulières concernant l'article 1er de la Convention Benelux (dispositions communes).

I. Se retrouvent dans les dispositions communes annexées à la Convention Benelux et non dans le projet 635 :

.../...

a) les revolvers et pistolets destinés à tirer des cartouches à substance inhibitive (sans pour autant qu'ils soient destinés à porter atteinte à l'intégrité physique des personnes).

art. 1er - catég. II - 2° (Convention Benelux).

b) les munitions relatives aux armes mentionnées ci-dessus sub a.

(le projet 635 exclut du champ d'application de son article 3, § 1, 7°, les "cartouches à substances inhibitives destinées aux revolvers, pistolets et armes de chasse").

c) les couteaux à cran d'arrêt spécialement destinés à la chasse (art. 1er, catég. II, 5°, Convention Benelux), alors que le projet 635, à l'article 3, § 1er, 2°, ne concerne pas les couteaux de chasse mais bien les couteaux à cran d'arrêt.

d) les couteaux qui ne sont pas munis d'une garde et dont la lame a une longueur inférieure à 7 cm ou dont la lame a une longueur supérieure à 7 cm mais inférieure à 9 cm, à condition, dans ce dernier cas, que la largeur dépasse 14 mm (art. Ier, catég. I, 7°, 2 , Convention Benelux).

e) les épées, glaives et sabres non destinés au sport de l'escrime (art. 1er, catég. II, 4°, Convention Benelux).

f) les engins destinés à des fins professionnelles, qui sont aptes à tirer des projectiles (art.1er, catég. II, 3°, Convention Benelux).

.../...

II. Se retrouvent dans le projet 635 et non dans la Convention Benelux :

a) les armes blanches, propres à l'armement des troupes (article 1, § 2, 2°, projet 635). Celles-ci peuvent couvrir plus que les simples armes blanches dont la lame a plus d'un tranchant, visées à l'article 1er, catég. I, 6°, de la Convention Benelux.

Par contre, pour les armes blanches qui ne sont pas propres à servir à l'armement des troupes, les armes déterminées à l'article 1, catég. I, 6°, et catég. II, 4°, de la Convention Benelux couvrent un plus grand nombre d'armes que celles prévues à l'article 3, § 1er, 2°, du projet 635.

b) les armes réputées armes de défense, de chasse ou de sport par les arrêtés royaux des 23 avril 1934, 11 août 1934, 26 décembre 1959 et 16 mars 1967.

III. Il y a discordance entre les armes blanches dont la lame a plus d'un tranchant (article 1er, catég. I, 6°, de la Convention Benelux) et les armes blanches en forme de poignard (article 3, § 1er, 2°, du projet 635).

IV. Le mot "inflammables" de l'article 3, § 1er, 5° à 7° du projet 635 ne se retrouve pas à l'article 1er, catégorie I, 3°, 4°, de la Convention Benelux.

V. La Convention Benelux exclut de son champ d'application, à l'article 1er, catég. II, 1°, les fusils, revolvers et pistolets à air comprimé dont l'énergie cinétique à la bouche n'est pas supérieure à 0,22 kgm.

.../...

Le projet n'apporte aucun élément à cet égard.

A contrario, la Convention Benelux concerne les fusils, revolvers et pistolets à air comprimé dont l'énergie cinétique à la bouche est supérieure à 0,22 kgm.

Ici également le projet de loi n'apporte pas de précision.

*

* *

CONVENTION BENELUX (disposition communes annexées à la(-)		PROJET DE LOI 635
Article 2.	- point 1	Art. 1er, § 2, 5° : on y précise : "les engins qui sont destinés à améliorer la visée des armes ou à atténuer le bruit de la déflagration".
	- point 2	art. 1er, § 3.
Article 3.		-----
		A remarquer que les articles 5, 7, 8, 17, traitent des exportations.
		L'article 32 concerne les importations, exportations et transits d'armes et de munitions.
Article 4.		
	- points 1 à 3	- Article 5. La notion "activités économiques" qui y figure est plus large que la fabrication, la transformation, le commerce et la réparation pour un tiers, visés à l'article 4 de la Convention Benelux (cfr. art. 1er, § 1, 3°, projet de loi 635).
	- point 4	-----
Article 5.		
	- point 1	- Articles 3, 5, 7, 9, 11.

.../...

CONVENTION BENELUX (dispositions communes annexées à la(-)	PROJET DE LOI 635
Article 5. - point 1 (suite)	I. Article 3 : les armes prohibées par cet article ne correspondent pas exactement aux armes prohibées par l'article 1er, catégorie I de la Convention Benelux (voyez ce qui a été dit). II. Pour le "commerçant": - l'article 5 interdit les activités économiques visées à l'article 1er, § 1, 3°, qui par ailleurs ne couvrent pas exactement celles prévues à l'article 5, point 1, de la Convention Benelux. - l'article 7 lui interdit la vente des armes prohibées à des particuliers. III. Pour le particulier : articles 9 et 11. Les armes et munitions prohibées ne peuvent faire l'objet d'aucune autorisation. Or, ces autorisations peuvent porter sur : - l'acquisition - la cession - la détention - le transport - le port d'armes. N'y figure donc pas le "dépôt" dont question à l'article 5, point 1, de la Convention Benelux.
Article 5. - point 2	- Article 5 (dernier alinéa) - Lorsqu'il s'agit de l'armement des forces armées et de celui des forces chargées du maintien de l'ordre.

.../...

CONVENTION BENELUX (dispositions communes annexées à la -)	PROJET DE LOI 635
Article 5. - point 2 (suite)	- lorsqu'il s'agit de l'exportation; l'agrément peut être accordé pour les activités économiques (définies à l'article 1er, § 1, 3°), à savoir : - la fabrication - le commerce - l'importation - l'exportation - le transit - le transport - la distribution - l'offre en vente - la réparation - la transformation. De plus : 1. l'article 2, § 1, 1°, du projet 635 précise que ne tombent pas sous le coup de la loi, les commandes d'armes ou de munitions par l'Etat, leur livraison à l'Etat et leur exportation conformément à la législation en vigueur, 2. l'article 7 dudit projet admet la vente à des particuliers en vue de l'exportation. Il en résulte que : A. Dans le cas de l'exportation, les dispositions communes annexées à la Convention Benelux ne visent pas, en leur article 5, point 2 : - le commerce (mais l'article 5, point 2, de la Convention Benelux concerne "la cession" et "l'acquisition"); .../...

CONVENTION BENELUX (dispositions communes annexées à la(-)	PROJET DE LOI 635
Article 5. - point 2 (suite)	- la distribution; - le transit; - l'offre en vente (1). B. En ce qui concerne les fournitures à l'Etat ("pouvoirs publics", dit la Convention Benelux) : - l'acquisition ne tombe pas sous le coup du projet 635 (cfr. art. 2, § 1, 1°) (2); - le commerce, le transit, la distribution et l'offre en vente sont susceptibles de faire l'objet d'un agrément (art. 5 du projet 635) alors que la Convention Benelux n'en traite pas (3); - la cession d'armes n'est pas visée par le projet de loi, si ce n'est sous la forme "d'exportation" (art. 2, § 1, 1°), alors que la Convention Benelux en traite (3).
- "pouvoirs publics"	- Article 5 : "armement des forces armées, - armement des forces chargées du maintien de l'ordre". - Article 2, § 1, 1° : "Etat".

.../...

(1) Voyez toutefois l'article 5, alinéa 3, 1ère phrase du projet 635.

(2) Mais en vertu de l'article 5, dernier alinéa, du projet 635, il y a lieu de conclure que celui qui fournit des armes prohibées à l'Etat doit être titulaire d'un agrément.

(3) Il est vrai que la Convention Benelux emploie l'expression "cession ou acquisition", ce qui peut être couvert par le terme plus large de "commerce".
En outre, voyez l'article 5, alinéa 3, 1ère phrase.

CONVENTION BENELUX (dispositions communes annexées à la(-)	PROJET DE LOI 635
Article 5.	
- point 3 (suite)	- Article 5 (pro partim)
Article 6.	- Article 5. Alors que l'article 6 de la Convention Benelux ne concerne que"l'entrée (importation) d'armes, l'article 5 du projet de loi vise toutes les activités économiques définies à l'article 1er, § 1, 3°, dudit projet, et donc entre autres,l'importation. Par ailleurs, les contenus des articles 6 (Convention Benelux) et 5 (projet de loi) sont fort différents. Enfin, la notion de dépôt (Convention Benelux) n'est pas, comme telle, reprise dans le projet de loi.
Article 7.	- Article 7, alinéa 2.
Article 8.	
- point 1	- (art. 9 pour les particuliers) - (art. 5 pour les "commerçants")
- point 2	- (art. 9 pour les particuliers) - (art. 5 pour les "commerçants") A noter que l'article 9 vise en outre la détention, le transport et le port d'armes.
- point 3	----- (cfr. l'agrément, art. 5 projet).
- point 4 "pour usage privé"	----- (cfr. art. 9 : "à des particuliers")
- point 5	-----

.../...

CONVENTION BENELUX (dispositions communes annexées à la(-)	PROJET DE LOI 635
- point 6	----- (voyez art. 10, alinéa 1, projet et art. 17, projet).
- point 7	-----
- point 8	----- (voyez art. 10, alinéa 2, in fine).
Article 9.	
- point 1	- article 9 (pour les particuliers) - article 5 (pour les "commerçants") La Convention utilise l'expression "mettre en dépôt", alors que le projet 635 l'ignore.
- point 2, a.	- article 5 ("commerçants")
b.	--
c.	- (art. 5, art. 9)
d.	- article 9 (particuliers)
Article 10.	
- points 1, 2.	- article 9 (pour les particuliers).

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp bedoelt de instemming van de wetgever te verkrijgen voor de Benelux-Overeenkomst inzake wapens en munitie, ondertekend te Brussel op 9 december 1970.

Door die overeenkomst verbinden de Overeenkomstsluitende Partijen zich hun interne wetgeving inzake wapens en munitie aan te passen aan die overeenkomst en haar bijlage, welke laatste de "gemeenschappelijke bepalingen" inhoudt die in de nationale wetgevingen moeten worden overgenomen.

De instemming die aan de Overeenkomst zal worden verleend en haar inwerkingtreding nadat zij door de Overeenkomstsluitende Staten zal zijn bekrachtigd, zullen de wetgever derhalve verplichten tot het wijzigen van de wet van 3 januari 1933 die thans ter zake geldt, of tot het vervangen van die wet voor zover haar bepalingen niet in overeenstemming zijn met die van de Overeenkomst en haar bijlage.

Dit zal des te gemakkelijker kunnen geschieden daar thans bij de Wetgevende Kamers een ontwerp van wet aanhangig is tot vervanging van de wet van 3 januari 1933 (Gedr. St., Kamer 1969-1970, 635, nr. 1, van het verval ontheven door de wet van 3 maart 1972).

Zoals echter blijkt uit de bij dit advies gevoegde nota is dat ontwerp, in zijn huidige staat, evenmin in overeenstemming met de Overeenkomst en haar bijlage.

Opdat de verplichtingen welke België krachtens de Overeenkomst van 9 december 1970 op zich zal nemen, niet op onvolkomen wijze worden nagekomen, verdient het aanbeveling het ontwerp nr. 635 samen met het onderhavige ontwerp ter hand te nemen en de nodige wijzigingen erin aan te brengen.

.../...

Nota betreffende de punten van overeenstemming en afwijking tussen het wetsontwerp op de wapens en munities (Gedr. St., Kamer, zitting 1969-1970, nr. 635) en de gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de Benelux-Overeenkomst inzake wapens en munitie, ondertekend te Brussel op 9 december 1970.

I. Algemene opmerkingen.

A. De Benelux-Overeenkomst rangschikt de wapens in drie categorieën en de verschillende bepalingen van de Overeenkomst gaan daarvan uit.

Wetsontwerp 635 heeft ervan afgezien met categorieën te werken en heeft zodoende gebroken met de wetgeving die thans nog van kracht is (wet van 3 januari 1933).

B. Het wetsontwerp maakt een fundamenteel onderscheid tussen de "economische bedrijvigheden met betrekking tot wapens en munitie" en het "verkrijgen, afstaan, voorhanden hebben, vervoeren van wapens en munitie, en dragen van wapens door particulieren".

.../...

Liever dan uit te gaan van de hoedanigheid van "handelaar" of van particulier om een regeling inzake erkenning en vergunning uit te werken, handelt de Benelux-Overeenkomst achtereenvolgens over elke bedrijvigheid die in dezen kan worden uitgeoefend (vervaardiging, transformatie en herstelling ; binnenkomst, uitgaan, verkrijging en overdracht ; voorhanden hebben, opslaan en vervoeren ; dragen) en regelt zij die met inachtneming, in voorkomend geval, van de hoedanigheid van degene die deze bedrijvigheden uitoefent.

De hoofdindeling berust dus niet meer op de hoedanigheid van degene die deze onderscheiden bedrijvigheden uitoefent, maar wel op het type van de bedoelde bedrijvigheid.

II. Tabel van de punten van overeenstemming en afwijking tussen de gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de Benelux-Overeenkomst en wetsontwerp nr. 635.

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de (-)	WETSONTWERP 635
Artikel 1.	
- Categorie I - 1° en 2°	- art. 1, § 2, 4°, en art.3, § 1, 4°
- 3°	- art. 1, § 2, 4°, en art.3, § 1, 5° en 6°
	- het ontwerp voegt eraan toe : "brandbare"
	- de Benelux-Overeenkomst brengt de revolvers en pistolen voor het afschieten van munitie met weerloosmakende stof onder in categorie II
	- het ontwerp spreekt van "wapens of tuigen die dienen om de lichamelijke gaafheid van personen aan te tasten", terwijl de Benelux-Overeenkomst het heeft over "wapens of andere voorwerpen, bestemd voor het treffen van personen"

.../...

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de -)	WETSONTWERP 635
Artikel 1.(vervolg)	
- 4°	- art. 1, § 3 - art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 7° - het ontwerp voegt eraan toe : "brandbare" - de Benelux-Overeenkomst brengt de munitie voor revolvers en pistolen voor het afschieten van munitie met weerloosmakende stof onder in categorie II.
- 5°	- art. 1, § 2, 1° - art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 6° "door ontploffing"
- 6°	- art. 1, § 2, 2° - art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 2°
- 7° 1)	- art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 2°
2)	--
- 8°	- art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 3°
- 9°	- art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 1°
- Categorie II	
- 1°	- art. 1, § 2, 1° (pro partim) - art. 1, § 3
- 2°	- -
- 3°	- art. 1, § 2, 1° (pro partim)
- 4°	- alleen voor werpmessen ; art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 2°
- 5°	- art. 3, § 1, 2°, voor jachtmessen (dolkmessen) (afwijking)
- 6°	- art. 1, § 2, 4°, en art. 3, § 1, 3°
- Categorie III	- art. 1, § 2, 1°

.../...

Bijzondere opmerkingen betreffende artikel 1 van de Benelux-Overeenkomst (gemeenschappelijke bepalingen).

I. In de gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de Benelux-Overeenkomst, maar niet in wetsontwerp 635 staan :

a) revolvers en pistolen voor het afschieten van munitie met weerloosmakende stof (zonder dat zij dienen om de lichamelijke gaafheid van personen aan te tasten)

art. 1 - categ. II - 2° (Benelux-Overeenkomst)

b) munitie voor de hiervoren onder a bedoelde wapens

(ontwerp 635 stelt buiten de werkingssfeer van zijn zijn artikel 3, § 1, 7°, de "patronen met weerloosmakende stof voor revolvers, pistolen en jachtwapens") ;

c) messen, waarvan het lemmet met een pal kan worden vastgezet en die speciaal bestemd zijn voor het jachtbedrijf (artikel 1, categ. II, 5°, Benelux-Overeenkomst), terwijl ontwerp 635, in artikel 3, § 1, 2°, geen betrekking heeft op jachtmessen, maar wel op dolkmessen.

d) messen, welke niet voorzien zijn van een stootplaat en waarvan het lemmet een lengte heeft van minder dan 7 cm. of waarvan het lemmet een lengte heeft van meer dan 7 cm. maar minder dan 9 cm., mits dit lemmet, in laatstbedoeld geval breder is dan 14 mm. (artikel 1, categ. I, 7°, 2 , van de Benelux-Overeenkomst).

.../...

e) degens, zwaarden of sabels, welke niet bestemd zijn voor de schermsport (artikel 1, categ. II, 4°, Benelux-Overeenkomst).

f) toestellen voor beroepsdoeleinden die geschikt zijn om projectielen af te schieten (artikel 1, categ. II, 3°, Benelux-Overeenkomst).

II. In wetsontwerp 635, maar niet in de Benelux-Overeenkomst staan :

a) blanke wapens die dienen tot bewapening van troepen (artikel 1, § 2, 2°, ontwerp 635). Deze kunnen op meer slaan dan alleen maar op blanke wapens waarvan het lemmet meer dan een snijkant heeft, bedoeld in artikel 1, categ. I, 6°, van de Benelux-Overeenkomst.

Wat daarentegen de blanke wapens betreft die niet dienen tot bewapening van troepen, slaan de wapens bepaald in artikel 1, categ. I, 6°, en categ. II, 4°, van de Benelux-Overeenkomst op meer wapens dan bedoeld zijn in artikel 3, § 1, 2°, van ontwerp 635.

b) de wapens die als verweer-, jacht- of sportwapens worden aangemerkt door de koninklijke besluiten van 23 april 1934, 11 augustus 1934, 26 december 1959 en 16 maart 1967.

III. Er is geen overeenstemming tussen de blanke wapens, waarvan het lemmet meer dan een snijkant heeft (artikel 1, categ. I, 6°, Benelux-Overeenkomst) en de blanke wapens in de vorm van dolken (artikel 3, § 1, 2°, van ontwerp 635).

.../...

IV. Het woord "brandbare" uit artikel 3, § 1, 5° tot 7°, van ontwerp 635 komt niet voor in artikel 1, categ. I, 3°,4°, van de Benelux-Overeenkomst.

V. De Benelux-Overeenkomst sluit in artikel 1, categ. II, 1°, uit : luchtdrukgeweren, -revolvers en -pistolen, waarbij de kinetische mondingsenergie niet hoger is dan 0,22 kgm.

Het ontwerp bevat in dat opzicht geen enkele aanwijzing.

Omgekeerd heeft de Benelux-Overeenkomst betrekking op luchtdrukgeweren, -revolvers en -pistolen, waarbij de kinetische mondingsenergie hoger is dan 0,22 kgm.

Ook hier geeft het wetsontwerp geen verduidelijking.

*
* *

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de(-)	WETSONTWERP 635
Artikel 2 - punt 1	- Art. 1, § 2, 5° : hier wordt gepreciseerd : "tuigen bestemd om het richten van wapens te verbeteren of het geluid van de ontbranding te dempen"
- punt 2	- art. 1, § 3.

.../...

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de -)	WETSONTWERP 635
Artikel 3.	-----
	Op te merken valt dat de artikelen 5, 7, 8, 17, over uitvoer handelen.
	Artikel 32 heeft betrekking op de invoer, de uitvoer en de doorvoer van wapens en munitie.
Artikel 4.	
- punten 1 tot 3	- Artikel 5. Het hier omschreven begrip "economische bedrijvigheden" omvat meer dan het vervaardigen, het transformeren, het handel drijven, het voor derden herstellen, als bedoeld in artikel 4 van de Benelux-Overeenkomst (cfr. art. 1, § 1, 3°, van wetsontwerp 635).
- punt 4	-----
Artikel 5.	
- punt 1	- Artikelen 3, 5, 7, 9, 11. I. Artikel 3 : de in dit artikel verboden wapens zijn niet juist dezelfde als die welke verboden zijn door artikel 1, categorie I van de Benelux-Overeenkomst (zie wat hieromtrent is gezegd). II. Wat de "handelaar" betreft : - artikel 5 verbiedt de economische bedrijvigheden bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, welke trouwens niet volkomen overeenstemmen met die welke bedoeld zijn in artikel 5, punt 1, van de Benelux-Overeenkomst - artikel 7 verbiedt hem verboden wapens aan particulieren te verkopen.

.../...

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de -)	WETSONTWERP 635
Artikel 5 - punt 1 (vervolg)	III. Wat de particulier betreft : artikelen 9 en 11. Voor verboden wapens en munitie kan geen vergunning worden verleend. De vergunningen kunnen slaan op het : - verkrijgen - afstaan - voorhanden hebben - vervoeren - dragen van wapens. Er is geen sprake van het "opslaan" als vermeld in artikel 5, punt 1, van de Benelux-Overeenkomst
Artikel 5. - punt 2	- Artikel 5 (laatste lid). - Wanneer het gaat om de bewapening van de krijgsmacht en van de korpsen belast met de handhaving van de orde. - Wanneer het gaat om uitvoer ; kan de erkenning worden verleend voor de economische bedrijvigheden (bepaald in artikel 1, § 1, 3°) met name : - vervaardiging - handel - invoer - uitvoer - doorvoer - vervoer - verspreiding - tekoopstelling - herstelling - verbouwing.

.../...

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de -)	WETSONTWERP 635
Artikel 5 - punt 2 (vervolg)	Bovendien : 1. stelt artikel 2, § 1, 1°, van het ontwerp 635 dat niet onder de wet vallen : bestellingen van wapens of munitie door de Staat, levering ervan aan de Staat en uitvoer ervan overeenkomstig de geldende wetgeving ; 2. staat artikel 7 van dat ontwerp toe aan particulieren te verkopen met het oog op uitvoer. Gevolgen : A. Voor de uitvoer slaan de gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de Benelux-Overeenkomst, in artikel 5, punt 2, niet op : - handel (maar art. 5, punt 2, van de Benelux-Overeenkomst spreekt wel van "overdragen" en "verkrijgen") ; - verspreiding ; - doorvoer ; - tekoopstelling (1). B. Wat de leveringen aan de Staat ("aan het openbaar gezag", zegt de Benelux-Overeenkomst) betreft: - verkrijging valt niet onder ontwerp 635 (cfr. art. 2, § 1, 1°) (2) ; .../...

(1) Zie nochtans artikel 5, derde lid, eerste volzin van ontwerp 635.

(2) Maar uit artikel 5, laatste lid, van ontwerp 635 moet worden geconcludeerd dat hij die verboden wapens aan de Staat levert, erkend moet zijn.

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de -)	WETSONTWERP 635
Artikel 5 - punt 2 (vervolg)	- voor handel, doorvoer, verspreiding en tekoopstelling kan erkenning worden verleend (art. 5 van ontwerp 635) terwijl de Benelux-Overeenkomst hierover niet handelt (3) ; - overdracht van wapens komt in het wetsontwerp niet voor, behalve in de vorm van "uitvoer" (art. 2, § 1, 1°) terwijl de Benelux-Overeenkomst daarover wel handelt (3).
-"openbaar gezag"	- Artikel 5 : "bewapening van de krijgsmacht, - bewapening van de korpsen belast met de handhaving van de orde". - Artikel 2, § 1, 1° : "Staat".
Artikel 5.	
- punt 3	- Artikel 5 (pro partim).
Artikel 6.	- Artikel 5. Terwijl artikel 6 van de Benelux-Overeenkomst alleen betrekking heeft op de "binnenkomst" (invoer) van wapens, slaat artikel 5 van het wetsontwerp op alle economische bedrijvigheden bepaald in artikel 1, § 1, 3°, van dat ontwerp en dus ook op de invoer.

.../...

(3) De Benelux-Overeenkomst werkt weliswaar met de termen "overdragen of verkrijgen", die kunnen besloten liggen in de ruimere term "handel".
Zie ook artikel 5, derde lid, eerste volzin.

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de -)	WETSONTWERP 635
Artikel 6 (vervolg)	Er is ook een groot verschil tussen de inhoud van artikel 6 van de Benelux-Overeenkomst en artikel 5 van het wetsontwerp. Ten slotte is het begrip "opslaan" (Benelux-Overeenkomst) niet als zodanig opgenomen in het wetsontwerp.
Artikel 7.	- Artikel 7, tweede lid.
Artikel 8.	
- punt 1	- (art. 9 voor particulieren) - (art. 5 voor "handelaars")
- punt 2	- (art. 9 voor particulieren) - (art. 5 voor"handelaars") Op te merken valt dat artikel 9 ook handelt over het voorhanden hebben, het vervoeren en het dragen van wapens.
- punt 3	----- (cfr. de erkenning, in art. 5 van het ontwerp).
- punt 4 "voor privé-gebruik"	----- (cfr. art. 9 : "particulieren")
- punt 5	-----
- punt 6	----- (zie art. 10, eerste lid, van het ontwerp - en art. 17 van het ontwerp).
- punt 7	-----
- punt 8	----- (zie art. 10, tweede lid, in fine).

.../...

BENELUX-OVEREENKOMST (gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de -)	WETSONTWERP 635.
Artikel 9.	
- punt 1	- artikel 9 (voor particulieren) - artikel 5 (voor "handelaars"). De Overeenkomst gebruikt de term "opslaan", welke niet voorkomt in ontwerp 635.
- punt 2, a.	- artikel 5 ("handelaars")
b.	--
c.	-(art. 5, art. 9)
d.	- artikel 9 (particulieren).
Artikel 10.	
- punten 1, 2.	- artikel 9 (voor particulieren).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	G.HOLOYE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,
	J.MASQUELIN,	staatsraden,
	P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,
	G.ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J.TRUYENS,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.TRUYENS. G.HOLOYE.